

ÉDITO

Chères et chers membres du CRJ,

Comme vous le savez toutes et tous, l'année 2026 sera notre dernière année en tant que directeurs du CRJ. L'heure n'est pas encore venue de tenter un bilan de ces presque 7 années à la tête du laboratoire, car nous ne sommes qu'au printemps et le changement sera effectif pour janvier 2027. Mais procédures administratives multiples obligent, le temps est déjà à la préparation de la désignation de nos successeurs !

Rapide exercice de rétro-planning.

Pour une prise de poste au début de l'année 2027, après avoir été formellement désignés par le président de l'UGA, il est nécessaire d'avoir obtenu (dans l'ordre) un avis du conseil de pôle PSS, de la commission recherche puis du CAC. Or, pour que la commission recherche puisse rendre son avis lors de sa réunion du 3 décembre 2026, les futurs co-directeurs devront avoir communiqué toute une série d'informations sur le CRJ, leur projet scientifique, leur vie, leur œuvre etc. pour... octobre 2026 !

Cette phase propre aux instances de l'UGA doit être précédée de notre procédure interne en vertu de laquelle la « direction est proposée au conseil de laboratoire après un vote à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres permanents et les représentants élus des doctorants au

conseil de laboratoire » (art. 7 des statuts, disponibles sur l'intranet). Bref, la désignation de la future direction devra se faire à la rentrée prochaine.

Et la rentrée prochaine, lorsque l'on a enlevé le temps dédié à la surveillance des examens, la correction des copies, la sélection en master, les réunions pour la réforme des maquettes, un peu de recherche dans les interstices restants (+ quelques réunions supplémentaires et des mails) et, bien sûr la trêve estivale (ouf), c'est demain !

Tout ça pour vous dire que, comme il nous semble important que ces votes soient éclairés, nous profitons de cet édito pour annoncer d'ores et déjà que la prochaine journée de rentrée du CRJ sera l'occasion pour les personnes qui souhaitent candidater à la direction du laboratoire de présenter leur projet et d'échanger à ce sujet avec les membres présents.

La date vous sera très prochainement communiquée pour que vous puissiez la bloquer dans vos agendas.

D'ici là, nous vous souhaitons une excellente lecture de ce numéro riche en actualités, projets et perspectives.

Ingrid et Romain

ACTUALITÉS DU CRJ

QUALIFICATIONS MCF

Trois membres du laboratoire ont été qualifiés aux fonctions de maîtres de conférences :

- Cassandra Paulet en section 02 ;
- Julie Hamonic en section 01 ;
- Vincent Schoepfer en section 01.

QUALIFICATIONS CNU

Le CRJ adresse ses félicitations à ses jeunes docteurs récemment qualifiés par le CNU ! Bonne chance à eux pour la phase de recrutement et une pensée pour celles et ceux qui devront se présenter à nouveau l'année prochaine.

PUBLICATIONS

Loïc Allier

- « "Comme un embarras", à propos d'une réponse ministérielle portant sur la mise en concurrence des titres d'occupation du domaine privé », Tribune *AJDA* décembre 2025.
- « La qualification des contrats passés par les organismes publics étrangers ou internationaux en France », *Revue Contrats et Marchés publics*, n° 12, décembre 2025.
- « Décret relatif au versement nucléaire universel : des précisions sur la mise en œuvre d'un dispositif (déjà) critiqué », *Dalloz actualité*, 10 mars 2026.

Julie Arroyo

- « Normes vestimentaires et discriminations ethnoraciales », *RDLF*, 2026, n° 2.

François Barque

- « Présentation de l'ouvrage *La Constitution comme norme et le Tribunal constitutionnel* », *RDP*, décembre 2025.

Sébastien Bernard

- « Universités et collectivités : histoires parallèles », *AJDA*, 2026, n° 5, pp. 245-252.
- « L'organisation interne des établissements : un contentieux contrasté », in Jacquemet-Gauché (A), Melleray (F) et Testard (C) Dir., *L'enseignement supérieur au prisme des contentieux*, Lefebvre Dalloz, 2026, pp. 117-132.

Benjamin Blaquière

- « L'exception prudentielle administrative : le droit pour l'administration de désobéir à la loi, au nom de la prudence », *RFDA* 2025, n° 6, p. 993.

Frédérique Cohet

- « Droit d'accession : l'indivisaire ne peut être contraint de devenir propriétaire des ouvrages accomplis sans son consentement », *AJDI* 2025. 883.
- « Nouvelle précision quant au champ d'application de la servitude par destination du père de famille », *AJDI* 2025. 881.
- « Vice caché et éviction : deux fondements juridiques à ne pas confondre », *AJDI* 2025. 652.

Claire Cuvelier

- « Droit de vote des personnes détenues », *AJDA*, 2026, 07, p. 362.
- « Le cheval de Troie de la critique de l'État de droit », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2026, chronique 01.
- « Introduction générale vers un contrôle juridique des politiques publiques environnementales », *Revue juridique de l'environnement*, 2025, 50 (3), pp. 497-507.

Arnaud De Vellis

- « Soutenabilité des technologies quantiques : contexte, enjeux et propositions », *Dalloz IP/IT*, (1), 23-27.

Stéphane Gerry-Vernières

- « Revirement sur le recours en contribution entre agence de voyages et organisateur du voyage », note sous Cass. 1^{re} civ., 9 juillet 2025, *Gaz. Pal.*, 20 janvier 2026.
- « Information des tiers d'une possible contrefaçon : le dénigrement est constitué ! », note sous Cass. com., 15 octobre 2025, *Gaz. Pal.*, 20 janvier 2026.

Sébastien Ferrari

- « Le financement "à la française" de l'électricité au prisme de sa fiscalisation », in *Mélanges en l'honneur de M.-C. Esclassan et M. Bouvier*, Lextenso, LGDJ, 2026, pp. 319-324.
- « Le tiers concurrent a-t-il intérêt à agir contre un permis valant autorisation d'exploitation commerciale, quelle que soit la portée des modifications apportées au volet commercial du projet ? », note sous CE, 16 juillet 2025, Société Distribution Casino France, n° 475637, *BJDU* 2025, n° 6, pp. 437-439.
- « Le constat de la péremption d'une autorisation d'urbanisme constitue-t-il une décision de refus devant être motivée ? », note sous CE (2/7 CHR) 1 juillet 2025, Société civile immobilière (SCI) Les 3 Lynx, n° 502802, *BJDU* 2025, n° 6, pp. 423-425.

Nicolas Kada

- « L'administration française est-elle numériquement fracturée ? » in *Le numérique et les outre-mer de l'Union européenne* (sous la dir. de D. Dormoy, T. M'Saïdié et H. Pongérard-Payet) - Louvain-la-neuve : Bruylant, 2025, p. 324 et suiv.
- « Le regard d'un juriste sur les bassins de vie transfrontaliers » in *Les bassins de vie transfrontaliers* (sous la dir. de J. Meersman) - Nancy : Les Publications de l'UAD, 2025, p.67 et suiv.

Ingrid Maria

- « La banque désormais garante de l'emploi des capitaux d'un mineur ? », *Droit de la famille*, 2025, 11, comm. 152.

- « L'assistance éducative : un pis-aller pour protéger les mineurs handicapés », *Droit de la famille*, 2026, 3, comm. 36.

- Refonte de tous les chapitres relatifs aux majeurs protégés et actualisation des chapitres relatifs à l'administration légale et à la tutelle des mineurs dans le Dalloz action *Droit de la famille* 2026/2027 (mars 2026).

Claire-Anne Michel

- « Thème et variations autour de la responsabilité civile du cogérant pour fautes de gestion », note sous Cass. com., 5 novembre 2025, n° 24-18.359, *BJS* février 2026, p. 20.

Almodis Peyre

- « La fuite en avant de la Cour de justice : décevoir pour mieux protéger demain ? », *RTDeur*, n° 3, 2025, pp. 413-424.

- « Circulaires et sécurité dans l'espace public : une doctrine ministérielle au service d'une refonte des actions de police administrative », *Revue des droits de l'homme* [en ligne], n° 29, 10 février 2026.

Nathalie Pierre

- *La civilisation de l'exécution forcée - Universalité ou variabilité ?*, Sylvie Pierre-Maurice, Nathalie Pierre, Sâmî Hazoug, Mare & Martin, Droit privé et sciences criminelles, décembre 2025.

- « L'exécution des obligations en copropriété : un modèle de civilisation », in Sylvie Pierre-Maurice, Nathalie Pierre, Sâmî Hazoug, *La civilisation de l'exécution forcée - Universalité ou variabilité ?*, Mare & Martin, Droit privé et sciences criminelles, décembre 2025, p. 117-139.

- « Lorsque la subsidiarité chasse la rapidité, lorsque l'absence de condamnation exclut l'exécution : crions haro sur la procédure régissant le FGAO ! », *Dalloz actualité*, 6 novembre 2025.

Delphine Sassolas

- Le droit au rebond du chef d'entreprise, *Revue des procédures collectives*, Lexisnexis, mars-avril 2026, étude n° 2.

Serge Slama

- « Le contentieux administratif des étrangers dans un contexte de violences conjugales » in Nina Bonhomme-Janotto, Hélène Duffuler-Vialle, Anne Jennequin, « Actualités choisies - Violences, répressions, préventions (juillet 2024 - juin 2025) », chron., *Intersections. Revue semestrielle Genre & Droit*, décembre 2025, n° 4.

- « Mettre fin à la publication tardive des arrêtés de police » (édito), *AJDA* 2025. 2121 (avec Théo Lamballe et Ulysse Levy-Bruhl).

- « Régularisation des sans-papiers : tout vient à point à qui sait attendre ? » in P. Dumas, J. Lepoutre (dir.), *Les frontières de l'appartenance en droit. Explorer l'immobilité des individus*, Bruylant, 2025, p.99-118.

Romain Tinière

- « La doctrine de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne », in E. Debaets, V. Palma-Amalric et J. Schmitz (dir.), *La doctrine des autorités administratives indépendantes*, Mare & Martin 2025, p. 143.

- « La Charte des droits fondamentaux », *Jurisclasseur Europe - traité*, fasc. 160, mis à jour au 1^{er} août 2025.

- « Article 1^{er} § 3 - Obligation de respecter les droits fondamentaux », avec D. Mas in V. Michel, S. Fucini et D. Mas (coord.), *Décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remises entre États membres - Commentaire article par article*, Bruylant, 2026, pp. 59-92.

Emilie Ugo

- « Le bâtiment réversible et la garantie décennale », *Actes pratiques et Ingénierie immobilière*, LexisNexis, n° 1, 11 mars 2026.

- « L'impact de la réglementation environnementale 2020 sur le contentieux de la garantie décennale », *Droit de l'environnement*, site actuenvironnement.com, 16 janvier 2026.

- « La garantie décennale et le risque environnemental », *Droit de l'environnement*, site actuenvironnement.com, 20 novembre 2025.

INTERVENTIONS

Théo Abadie

- « Le statut juridique des collections scientifiques », conférence co-organisée par la Fondation Ice Memory et l'OSUG, 8 décembre 2025.
- « Rising sea levels, territorial issues and climate refugees: what are the challenges? », intervention dans le séminaire de droit international de l'Università Ca'Foscari Venezia, 16 décembre 2025.

Loïc Allier

- « La soutenabilité : limite aux interventions de l'Administration sur le marché ? », intervention au colloque sur « La soutenabilité en finances publiques » organisé par F. Barque, 11 et 12 décembre 2025.
- « Le tiers de confiance dans la commande publique », intervention au colloque sur « Le tiers de confiance en droit public » organisé par S. Ferrari, 1er avril 2026.
- Propos introductifs « La sécurité économique ou l'essor d'une notion à contre-courant », colloque « La sécurité économique », organisé à l'UGA, 8 janvier 2026.

Julie Arroyo

- Conférence « La liberté vestimentaire en droit public », Les midis de l'égalité, Justice administrative alter-égale, 3 octobre 2025.

François Barque

- « Les enjeux d'une étude juridique de la soutenabilité en finances publiques », rapport introductif au colloque sur « La soutenabilité en finances publiques », Grenoble, décembre 2025.

Sébastien Bernard

- « La politique actionnariale de l'État et la sécurité économique », colloque « La sécurité économique », Grenoble, 8 janvier 2026.

Benjamin Blaquièrre

- « Les spécificités de la commande publique de défense », intervention lors du colloque « Les spécificités de la commande publique de défense », Université Toulouse Capitole, 10 octobre 2025 (publication à venir à la RFDA).

Anne-Sophie Brun-Wauthier

- « Les vides juridiques en matière de parenté procréative transgenre. Qu'en penser et qu'en faire ? », intervention au colloque EHESS Aubervilliers « Le vécu familial de la transidentité à la croisée du droit et des institutions », ss dir. Régis Schladenhauffen, 17 octobre 2025.
- « Le consensus parental : de Cochem à Grenoble et Privas », Barreau du Val de Marne, 5 décembre 2025.
- « Préservation de fertilité et accès à l'AMP par les personnes trans », 5^e Congrès de TransSantéFrance, 6 décembre 2025.

Frédérique Cohet

- « L'avenir du droit de la copropriété des immeubles bâtis » lors de la conférence « 60 ans de la loi du 16 juillet 1965 » organisée par la FNAIM, 2 décembre 2025.
- Participation à l'émission *Tout droit* de TéléGrenoble sur le thème « Les 60 ans de la copropriété ».
- Séminaire droit des marchés privés pour le Master 2 Mobât.

Arnaud De Vellis

- « Regulating the Unknown: Ethics and Law for the Quantum Computer as a Knowledge Challenge » [Poster]. EQTC (European Quantum Technologies Conference), Copenhagen, Denmark, 2025.

Amélie Favreau

- Intervention de clôture de la conférence plénière de la première journée de la 2^e édition des « Assises de la recherche scientifique franco-taiwanaise » organisée par l'UGA en collaboration avec le CEA, 20-21 avril, Grenoble.

Sébastien Ferrari

- « Les autorités de régulation », dans le cadre du colloque « La sécurité économique », colloque organisé sous la direction scientifique de L. Allier, UGA, 8 janvier 2026.
- « L'office du juge constitutionnel », dans le cadre du colloque « La soutenabilité en finances publiques », colloque organisé par l'Université Grenoble Alpes, Sciences-Po Toulouse et l'Institut national du service public, sous la direction scientifique de F. Barque, F. Bin, C. Husson-Rochcongar et S. Kott, 11-12 décembre 2025.
- « Infrastructures et urbanisme », dans le cadre du workshop « La gouvernance des centres de données : perspectives croisées », organisé par l'Université Paris Nanterre et Télécom Paris sous la direction scientifique de T. Le Goff et L. Cluzel-Métayer, 3 novembre 2025.

Stéphane Gerry-Vernières

- Animation, avec C. Groulier, d'un atelier doctoral, « Mutations des sources du droit et recherche doctorale » et conférence « Frontières de la juridicité », dans le cadre du cycle de conférences doctorales de droit public 2025-2026, Université de Strasbourg, 16 décembre 2025.

Nicolas Kada

- « La gouvernance de la Société des Grands Projets et la coordination avec les autres acteurs publics », intervention à deux voix avec Pauline Bouchayer au colloque « La Société des Grands Projets » organisé par l'Université Paris II Panthéon Assas, Paris, 21 novembre 2025.

- « Quel avenir pour le maire et les communes ? », intervention au Congrès des maires et présidents d'EPCI de Corse du Sud, Ajaccio, 24 octobre 2025.

- « Emploi public et préférence locale », intervention au colloque organisé par l'AFDCL et l'Université Via Domitia, Perpignan, 9 et 10 octobre 2025.

Ingrid Maria

- « L'accès aux soins des personnes protégées », colloque « Vulnérabilités et accès aux soins », Grenoble, 7 novembre 2025.

- « Violences au sein du couple et autorité parentale », colloque par l'ENM Rennes, « Violences faites aux femmes : mais pourquoi ne partent-elles pas ? », Rennes, 25 novembre 2025.

- « Les repères fondamentaux des majeurs protégés », séminaire Panthéon (IRJS) « Penser le droit des majeurs vulnérables », 23 janvier 2026.

Nathalie Pierre

- « Simplification et TPE », intervention au colloque « La simplification de la vie des entreprises : bilan et perspectives », organisé par G. Anou, Grenoble, 20 novembre 2025.

Iony Randrianirina

- « L'utilisation de l'IA générative dans la recherche », intervention dans le cadre d'une séance plénière de la Winter School organisée par INOVALO à destination des doctorants en SHS et en STS, Université Grenoble Alpes, 19 et 20 janvier 2026.

- « Les utilisations de l'IA et la propriété intellectuelle », intervention dans le cadre d'un séminaire de recherche sur l'intelligence artificielle organisé par le laboratoire LARHRA de l'UGA.

Serge Slama

- « Quel futur pour la loi Darmanin et sa politique d'immigration ? » (conclusions), colloque « La loi Darmanin. Deux ans après sa promulgation », coorganisé par Master Droit public fondamental / EDPL, Université Lyon 3, 5 février 2026.

- « Comment préserver l'État de droit face aux dernières réformes ? Le juge administratif ultime rempart » (table ronde), colloque « La justice sauvera-t-elle l'État de droit », colloque SAF Créteil, TJ Créteil, 27 janvier 2026.

- « Accès au travail des personnes étrangères : état des lieux et perspectives », colloque au Sénat sur l'accès au droit au travail des personnes étrangères, organisé par le sénateur Guillaume Gontard et Lili Behiels, 19 janvier 2026.

Romain Tinière

- « Une ambition commune à l'épreuve du réel : quelles perspectives pour la CEDH et la Charte ? », communication dans le cadre de la conférence 2025 du réseau international justice à l'occasion des 75 ans de la CEDH et des 25 ans de la Charte - « Regards croisés sur les droits humains en Europe », ministère de la justice, 11 décembre 2025.

Géraldine Vial

- « Enseigner le droit dans un monde IA - L'expérience grenobloise », intervention au Congrès des Transformations du droit, Cité des sciences, La Villette, 25 novembre 2025.

- « L'IA au service des juristes », avec E. Vergès, intervention à la journée « Regards croisés sur l'innovation juridique à la cour d'appel de Grenoble », cour d'appel de Grenoble, 28 novembre 2025.

- « Transformations des études de droit et des compétences des juristes à l'ère des IA génératives », intervention dans le cadre d'un cycle de conférences-débats sur le « Numérique et les enjeux socio-environnementaux », Faculté de droit, Université Paris Cité, 3 mars 2026.

AUTRES PARTICIPATIONS

Benjamin Blaquière

- Rapporteur pour la soutenance de thèse de Mme Cloé Mangeolle, « La commande publique locale au service de la protection de l'environnement », sous la direction du Pr Denis Jouve et de Mme Line Touzeau-Mouflard, Université de Reims, 11 décembre 2025.

- Rapporteur pour la soutenance de thèse de M. Pierre Bugnet, « L'achat public interventionniste. Recherches sur l'utilisation des marchés publics comme instruments de politiques publiques », sous la direction des Pr Etienne Muller et Bruno Trescher, Université de Strasbourg, 6 février 2026.

Anne-Sophie Brun-Wauthier

- Formation « Mise en place d'un staff éthique », CHU Grenoble, 6 novembre 2025.

- Membre du jury pour la soutenance de thèse de Charlène Bois-Farinaud, « La Cour de cassation à l'épreuve du droit international privé européen, réflexions en matière personnelle et familiale », sous la direction de Michel Farge, 17 novembre 2025.

- Membre du jury pour la soutenance de thèse de Annabelle Lauret, « Construction et destruction à l'épreuve de la filiation (du titre VII du Code civil) à l'épreuve de l'intérêt de l'enfant », sous la direction de Benjamin Moron-Puech, 16 décembre 2025.

Frédérique Cohet

- Membre du jury de soutenances de mémoires de fin de DSN : « Le lotissement autorisé par un permis d'aménager : la vente des lots par un lotisseur non professionnel », « Les particularités du Bail Réel Solidaire », « Cession de tantièmes contre remise de locaux à construire et revente en état futur d'achèvement à un bailleur social ».

Stéphane Gerry-Vernières

- Soutenance de thèse de M. Jamalideen Ilupeju « Le déséquilibre significatif, Unité ou pluralité », Université Grenoble Alpes, 4 décembre 2026. Directrice de thèse. Jury : C.-E. Bucher, professeur, Nantes Université, F. Buy, professeur, Université Aix-Marseille, P. Marcou, professeure, UGA, et H. Claret, professeur, Université Savoie Mont-Blanc.

Sébastien Ferrari

- Rapport pour la Commission de Régulation de l'énergie, « La transition énergétique dans les territoires », février 2026, 92 p. [Lire le rapport en ligne](#)

- Présidence des « Journées du Bulletin de Jurisprudence du Droit de l'Urbanisme », organisées à Paris les 1^{er} et 2 décembre 2025 par EFE éd.

- Audition par la Commission des participations et des transferts sur l'avenir du secteur de l'hydroélectricité, Paris, 6 décembre 2025.

Ingrid Maria

- Membre rapporteur du jury de thèse de Mme Jeanne Barsali « La femme sous l'angle des droits fondamentaux », Université de Bordeaux, 11 décembre 2025.

Serge Slama

- Audition par la Commission d'enquête relative aux conséquences des accords du Touquet sur l'action publique et le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes migrantes, Assemblée nationale, 5 mars 2026 (accessible en visio).

- Invité de l'émission « Charles Pasqua ministre de l'Intérieur, seconde partie : 1993-95, le Premier ministre bis », Affaires sensibles, France inter, 25 février 2026.

- Membre rapporteur du jury de thèse de Mme Caroline Nicot sur « L'accueil des demandeurs d'asile en France : la dignité en question », thèse de droit public soutenue à l'Université de Lyon 3, 26 janvier 2026.

Géraldine Vial

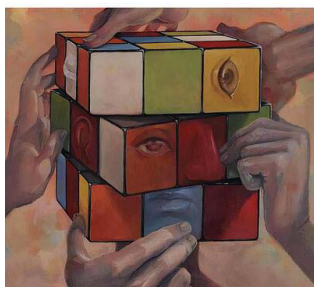
- « Les IA ne vont pas remplacer les juristes, elles vont seulement les augmenter : les formations en droit face à l'essor de l'IA », interview réalisée par S. Graveleau, *Le Monde Campus*, 29 octobre 2025.

- « Le rôle des Ambassadeurs IA dans le secteur juridique », invitation, Congrès des Transformations du droit, Cité des sciences, La Villette, 26 novembre 2025.

Le renouveau de la personne morale Sous la direction de **Pierre Basseres, Alya Hafsaoui et** **Alexandre Margirier**

Sous la direction de Pierre Basseres, Alya Hafsaoui et Alexandre Margirier

Le renouveau de la personne morale



MARE & MARTIN
Droit & science politique

Actes du colloque des jeunes chercheurs organisé à l'UGA le 17 janvier 2025.

De l'État aux collectivités territoriales, en passant par l'association et la société commerciale, la personne morale se trouve aujourd'hui questionnée par des mutations majeures. La mondialisation des échanges, la numérisation des activités ainsi que les défis environnementaux et sociétaux, invitent à repenser cet instrument juridique.

Cet ouvrage interroge ses fondements théoriques, les évolutions de son encadrement juridique et les transformations de ses régimes de responsabilité, notamment pénale, économique et internationale.

Rejetant toute perspective de dissolution ou d'élargissement indifférencié, le présent ouvrage entend offrir au lecteur une invitation à mesurer toute la portée du renouveau de la personne morale. Il montre que celui-ci procède moins d'une remise en cause de ses fondements que d'une reconfiguration profonde de ses fonctions, sous l'effet de nouvelles exigences normatives, économiques, techniques, environnementales et sociales. Loin de signer le déclin de la personne morale, ces évolutions montrent ainsi la plasticité de cet instrument juridique, qui continue d'être une réponse aux nouveaux défis posés au droit.

Avec les contributions de : Sarah Addam, Pierre Basseres, Adam Boubel, Louise Christaller, Frédérique Cohet, Blandine Cretallaz, Laetitia Duperray, Martine Exposito, Michel Farge, Tristan Gil, Ayda Guner, Alya Hafsaoui, Nicolas Kada, Petros-Orestis Katsoulas, Alexandre Margirier, Noël Mpoto Okandjo, Nicolas Pinède, Iony Randrianirina, Lara Tartour, Grégory Thomas et Naomi Vigouroux.

Éditions Mare & Martin, collection Droit et Science Politique, 26 février 2026.

SOUTENANCES HDR

Deux membres du laboratoire ont obtenu leur habilitation à diriger des recherches :

- **Julie Arroyo** pour ses travaux autour de « La liberté vestimentaire en droit public » présentés le 17 décembre 2025.



- **Géraldine Vial** pour ses travaux sur « Les raisonnements des juges sur les faits. Approches empiriques renouvelées par l'intelligence artificielle » présentés le 24 mars 2026.



ACTUALITÉS DE LA RECHERCHE

Projet de recherche collective « Le préjudice du salarié »

À l'initiative de Marielle Picq et Carole Teman a été lancé un projet de recherche collective portant sur l'identification et la réparation des préjudices du salarié.

L'équipe constituée de Nathalie Baruchel, Clémence Gbenou, Floriane Maisonnasse, Vincent Schoepfer, Christelle Varin, et en collaboration avec Anne Talpain, directrice de l'Institut des études sociales, a pour premier objectif de rédiger un index répertoriant, sous forme de fiches, les différents postes de préjudice et le régime régissant leur réparation.

Scientific Game Jam 2026 : création de jeux de société à partir de travaux de thèse ! Anna Company

En mars dernier s'est tenue la Scientific Game Jam 2026, un projet organisé par La Casemate et Territoire de sciences. Cet événement avait pour objectif de concevoir des jeux de société à partir de travaux de thèse. Pendant deux semaines, neuf doctorant·e·s ont ainsi collaboré avec des étudiant·e·s en design et en médiation scientifique afin de transformer leurs recherches en jeux de société.

L'objectif de ce projet était de créer un support de médiation scientifique ludique et accessible, permettant de valoriser auprès du grand public les travaux de recherche menés au sein de l'UGA.

J'ai participé à ce projet en présentant ma thèse consacrée à la parodie dans le droit de la propriété intellectuelle. Un sujet qui se distinguait de ceux des autres participant·e·s, majoritairement issus des sciences expérimentales et techniques.

Avec mon équipe, nous avons conçu un jeu de cartes compétitif dans lequel les joueurs incarnent des avocats spécialisés en droit de la propriété intellectuelle. Leur objectif est de défendre les créations de leurs clients tout en attaquant les créations des clients défendus par les autres joueurs. Le jeu repose sur trois catégories de créations — œuvres originales, parodies et contrefaçons — chacune soumise à des règles juridiques spécifiques, que l'on retrouve dans le droit positif.

Trouver le concept du jeu et le réaliser dans le temps imparti a constitué un réel défi. Il a d'abord fallu déterminer les éléments essentiels à transmettre : impossible de résumer l'intégralité d'un travail de thèse dans un jeu de société.

Ensuite, nous avons pu donner forme à notre projet grâce au Fab Lab situé au sein du bâtiment de La Casemate. Cet espace, équipé de machines et de matériaux variés, permet la réalisation de prototypes et de créations diverses.

Enfin, tout au long des deux semaines étaient organisées des masterclass sur différents sujets tels que : « la médiation par le jeu », « comment prototyper un jeu », « comment vulgariser son sujet ».

Après plusieurs jours de travail acharné, notre équipe est parvenue à concevoir un jeu de cartes complet et abouti.

Le mardi 24 mars au soir ont eu lieu une présentation des jeux au public ainsi que la remise des prix. Avec notre jeu baptisé « L122-5, 4° CPI », nous avons remporté le troisième prix.

Cette Scientific Game Jam fut une expérience riche et intense ! Cet événement m'a permis de valoriser mes recherches auprès du grand public et de rencontrer d'autres doctorant·e·s issus de disciplines variées. Ce fut un réel plaisir de travailler avec les membres de mon équipe et de pouvoir observer la matérialisation de nos idées, jusqu'au résultat final



Congé pour Recherches ou Conversions Thématiques (CRCT)

Le CNU a accordé un CRCT à trois membres du laboratoire, Claire-Anne Michel, Ingrid Maria et Jean-Michel Bruguière. Présentation des projets de recherche qu'ils mèneront pendant leur CRCT.

Claire-Anne Michel

Mes recherches sont au confluent de deux matières du droit privé : le droit des sûretés, ma matière de prédilection, et le droit des affaires, et plus encore le droit des sociétés. Or, les interactions entre ces deux matières sont nombreuses et pourtant, les études ne sont que ponctuelles et les réponses lacunaires. La diversité des sûretés, de leur usage, des formes sociales structurée autour de la distinction sociétés à risque limité et société à risque illimité, des règles régissant la constitution de ces sûretés, des principes posés par la Cour de cassation où le contentieux est éclaté entre différentes chambres donnent une impression de désordre dont il faut prendre, de lege lata, pleinement la mesure pour pouvoir ensuite, de lege ferenda, formuler des propositions de nature à ce qu'un corpus cohérent soit édicté. Tel est l'objectif du congé recherche qui m'a été octroyé.

Pour mener à bien ce projet et nourrir la réflexion, je souhaite m'appuyer sur l'étude du droit comparé. Mais le droit comparé n'est une source de réflexion qu'autant que les systèmes étudiés entretiennent des points de convergence avec le système français. On songe alors naturellement à se tourner vers les systèmes étrangers de tradition civiliste et plus encore à ceux qui ont réformé leur droit des sûretés récemment en adoptant une autre voie que celle empruntée par la France en 2006 et 2021. C'est donc d'abord vers la Belgique qu'il me semble opportun de regarder : les sûretés réelles ont été réformées en 2013, alors que les sûretés personnelles l'ont été en 2025. Mais c'est aussi vers le Canada qu'il semble opportun de se tourner et notamment vers le Québec qui a adopté une approche fonctionnelle des sûretés mobilières dès les années 1990, alors qu'il connaissait, jusqu'alors une situation identique à celle de la France où la multitude de sûretés règne en maître. C'est pour cela que j'ai pris contact avec deux Universités étrangères, l'Université de Liège en Belgique et l'Université d'Ottawa au Canada, qui ont répondu positivement à mes sollicitations pour m'accueillir pour effectuer ces recherches mais aussi exprimé leur souhait de prendre part au projet. Afin de pouvoir financer la dimension internationale de ce projet, et notamment le partenariat avec l'Université d'Ottawa, j'ai répondu à un appel à projet International Research Booster de l'UGA et obtenu un financement.

Ingrid Maria

La profession de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM) est encore aujourd'hui en pleine évolution. Un nouveau statut a permis de professionnaliser la fonction en encadrant la rémunération, la formation et l'organisation de ces techniciens de la protection juridique. Derrière l'unité de la profession est fréquemment dénoncée une diversité de la fonction au regard de ses différents modes d'exercice (les MJPM peuvent être salariés d'un service tutélaire ou exercer à titre individuel en profession libérale ou encore être agents préposés d'un établissement hébergeant des majeurs handicapés ou âgés). Cette diversité dans l'unité est systématiquement relevée comme un problème dans l'appréhension d'une profession homogène et recon nue. D'autres interrogations récurrentes sont aussi formulées quant à la nature même de cette profession. Le MJPM est-il un travailleur social ou un auxiliaire de justice ? Exercice-t-il une mission de service public ?

Dans ce contexte, l'objectif de ma recherche est de mieux connaître la réalité de cette profession et de mesurer les obstacles juridiques à une véritable unicité de l'activité du MJPM. À terme il s'agira de formuler d'éventuelles propositions de réforme afin de faire évoluer la législation par une meilleure prise en compte des réalités de terrain. Ce CRCT a vocation à débiter une recherche de plus grande envergure qui mêlera des chercheurs de différentes disciplines afin d'analyser les expériences professionnelles avec méthode à la lumière d'une variété de regards : le droit, l'économie, mais aussi la sociologie, la philosophie, la psychologie.

Jean-Michel Bruguière

Le CNU m'a accordé une année de congés de recherches pour l'année 2026/2027 dans le cadre d'une mobilité internationale. Je serai accueilli à partir du 1^{er} octobre comme professeur associé dans deux universités à Rome : Roma 3 (par le Pr Giorgio Resta) et la Luiss (par le Pr Christophe Geiger).

Ma recherche portera sur le droit de reproduction de l'image des biens culturels dans le Code du patrimoine Italien qui confère notamment à tous les musées un droit de contrôle des représentations des tableaux, des statues... Plus précisément, après avoir étudié ce droit, je m'efforcerai d'apprécier sa conformité au droit de l'Union européenne, sa mise en oeuvre en droit international privé et son éventuelle introduction dans le droit français.



RETOUR SUR LES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

« La soutenabilité en finances publiques » 11-12 décembre 2025 UGA

Ce colloque de deux jours était organisé par François Barque, Fabrice Bin (SciencesPo Toulouse), Sébastien Kott et Céline Husson-Rochcongar (direction de la recherche de l'Institut national du service public).

Forgé par la science économique, le terme de soutenabilité a été réceptionné par le droit des finances publiques. L'objectif de ce colloque, qui a réuni des juristes universitaires et praticiens, mais également des économistes, était de mieux appréhender les raisons et les conséquences de cette transposition en droit et de se demander quelle est la plus-value apportée au droit des finances publiques par le recours à cette notion complexe.



Colloque « La sécurité économique » 8 janvier 2026 UGA

Organisée par Loïc Allier, cette journée avait pour objet l'étude du concept de sécurité économique.

La sécurité économique est mobilisée dans le cadre de l'actionnariat public, du contrôle des investissements étrangers, des contrats publics ou encore des aides d'État. Les intervenants du colloque se sont interrogés sur son potentiel au soutien des politiques néo-interventionnistes de l'État.



« Échantillons et collections scientifiques : quel cadre juridique ? » 8 décembre 2025 et 21 janvier 2026 UGA

Deux demi-journées ont été coorganisées sur le cadre juridique des échantillons et des collections scientifiques par Théo Abadie et Sabine Lavorel, pour la Fondation Ice Memory, en partenariat avec l'OSUG :

- Une conférence sur le statut juridique des échantillons à usage scientifique avec l'intervention de Théo Abadie autour de deux questions juridiques : le droit de collecter des échantillons et la propriété de ces échantillons collectés.

- Une table ronde sur l'application du Protocole de Nagoya aux collections d'échantillons à usage scientifique qui s'est interrogée notamment sur la question des échantillons et des collections concernés par l'application du Protocole de Nagoya et sur la question des règles de partage des bénéfices issus de la recherche.



Atelier « À propos de la décision Loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports » 29 janvier 2026 UGA

Cet atelier était organisé par Léo Vanier dans le cadre de son projet ANR SURPEX (surveillance pénitentiaire et externalisation) autour de la décision du Conseil constitutionnel du 24 avril 2025 portant sur la « Loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports ».



« Chez Michoud »

23 janvier, 13 février, 27 mars et 3 avril
Centre de documentation Léon Michoud

Le cycle de discussions grenobloises, organisé par Léo Vanier et Émilie Barbin, s'est poursuivi avec plusieurs rencontres organisées en ce début d'année :

- « **Raconter l'administration (grand récit et petites affiches)** » avec Anne-Laure Girard, professeure de droit public, Université Paris Panthéon Assas, et Frédéric Graber, directeur de recherches au CNRS.

- « **Réformer l'administration (vieilles lunes et nouvelles bureaucraties)** » avec Lucie Cluzel-Métayer, professeure de droit public, Université Paris-Nanterre, et Françoise Dreyfus, professeure émérite de science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

- « **Territorialiser l'administration (ou bien est-ce l'inverse ?)** » avec Laetitia Janicot, professeure de droit public, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et Daniel Behar, professeur émérite à l'École d'urbanisme de Paris.

- « **Légitimer l'administration (service public et libertés privées)** » avec Nadège Vézinat, professeure de sociologie, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, et Christophe Roux, professeur de droit, Université Jean Moulin Lyon 3.

CHEZ MICHLOUD

Cycle de discussions grenobloises sur les transformations de l'administration

Discussion collective omorquée par le dialogue entre deux collègues auxquels a été proposée une thématique commune. « Chez Michoud » se poursuit autour d'un nouvel objet – les transformations de l'administration elle-même (et de son droit, certes) – et donc d'une nouvelle méthode. Chaque conférence est ainsi l'occasion d'une rencontre entre un(e) juriste administrativiste et un(e) collègue d'une autre discipline.



Rencontre

Anne Jacquemet-Gauché

12 février 2026

Centre de documentation Léon Michoud

C'est pour échanger autour de son ouvrage *Alter ego. En quête d'un droit administratif français* qu'Anne Jacquemet-Gauché, professeure de droit public à l'Université Clermont-Auvergne, a été invitée par Hafida Belrhali et Léo Vanier à venir rencontrer les membres du laboratoire.



Rencontre

« **Droit et éthique de l'ordinateur quantique : introduction et enjeux** »

12 mars 2026

Centre de documentation Léon Michoud

L'informatique quantique est aujourd'hui une technologie en plein développement. Arnaud De Vellis, doctorant du CRJ en cotutelle avec l'Université de Sherbrooke, est venu nous expliquer le potentiel et les applications de l'ordinateur quantique ainsi que les risques éthiques et sociétaux liés à cette nouvelle technologie. Il a également présenté le cadre juridique actuellement en construction.



Colloque

« **La régulation carcérale** »

13 mars 2026

UGA

Ce colloque, organisé par Anne-Gaëlle Robert, a fait état de la situation préoccupante de surpopulation dans laquelle se trouvent les établissements pénitentiaires français. Le taux d'occupation des établissements pénitentiaires est ainsi de 134,6 % et s'élève à 164,1% pour les maisons d'arrêt. Les intervenants ont fait le point sur la situation et les politiques publiques actuelles puis sur les propositions de régulation et sur des expériences en cours.



« Un auteur, un café »

Philippe Yolka

31 mars 2026

Centre de documentation Léon Michoud

Philippe Yolka est venu partager son expérience d'auteur dans la « littérature de répertoire » juridique (*JurisClasseur* LexisNexis) et échanger avec les membres du laboratoire présents.

Exposition
« On parle prison »
11-17 mars 2026
MSH Alpes

Proposée par dans le cadre du colloque sur la régulation carcérale, cette exposition itinérante, basée sur les travaux de l'Observatoire des disparités dans la justice pénale, a pour objectif de sensibiliser aux enjeux de la prison et de l'écosystème carcéral. Le projet est né de la rencontre entre le chercheur Benjamin Monnery et l'auteur Romain Pichon-Sintes. Ils se sont associés à la dessinatrice Iris Pouy pour donner vie aux conversations. [Plus d'informations](#) sur le projet.



Colloque
« La décision dans la protection juridique des majeurs »
27 mars 2026
UGA

Deuxième rendez-vous d'une série débutée en mars 2024 à destination de tous les professionnels de la protection juridique en France, ce colloque était organisé par Ingrid Maria en partenariat avec EVA Tutelles.

Les intervenants, universitaires et représentants du monde tutélaire, ont présenté les spécificités de la prise de décision et de ses conséquences lorsqu'il s'agit de décisions prises par des personnes protégées qui sont soit représentées soit assistées précisément parce que, juridiquement, ces personnes sont considérées comme incapables à exprimer une volonté efficace.



©AnSoF - 27 mars 2026

Colloque
« Le tiers de confiance en droit public »
1er avril 2026
UGA

Ce colloque, organisé par Sébastien Ferrari, s'est intéressé au « tiers de confiance » qui connaît un essor certain en droit public. Ce tiers, qu'il soit institution, administration ou organisme de droit privé, participe alors, par les garanties qu'il peut apporter, les services qu'il peut rendre ou les procédés qu'il utilise, à établir, renforcer et/ou renouveler la confiance dans les relations qu'entretiennent d'autres acteurs publics. Les intervenants ont présenté les fonctions et les limites de cette « tierce confiance » afin de déterminer ensuite la contribution que ce mode de relation apporte au droit de l'action publique.



MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES À VENIR

Journée d'étude
« L'attrition du marché locatif privé à la lumière du droit des baux immobiliers »
28 avril 2026
UGA

Cette journée d'étude est organisée sous la direction de Frédérique Cohet et la présidence de la professeure Coutant-Lapalus de l'Université de Bourgogne. Elle s'intéressera aux différents projets de réforme visant à lutter contre l'attrition du marché locatif privé et les mettra en perspective.



Chez Michoud
**« Protéger l'administration
(sécurité partout, police nulle part ?) »**
5 mai 2026
Centre de documentation Léon Michoud

Pour sa sixième rencontre, Chez Michoud accueillera Fabien Jobard, directeur de recherche au CNRS et membre du Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), et Olivier Renaudie, professeur en droit public, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.



Colloque international
**« Les juridictions constitutionnelles
en Amérique latine »**
22 mai 2026
MACI - UGA

Véritable laboratoire du constitutionnalisme contemporain, l'Amérique latine se distingue par la diversité et l'originalité de ses expériences, notamment à travers le rôle central des juridictions constitutionnelles.

Ce colloque est organisé par François Barque, en partenariat avec l'Université de Pau et l'Université de Valence (Espagne). Il entend analyser les spécificités de ces juridictions : participent-elles à un renouveau universel de la justice constitutionnelle ou relèvent-elles d'expériences contextuelles ? Peuvent-elles être des vecteurs de pratiques démocratiques nouvelles, émancipatrices et ouvertes à la diversité, ou convient-il d'en relativiser la dimension transformatrice ?



Colloque
**« L'invention de la citoyenneté sous
la Révolution : entre inclusion et exclusion »**
4-5 juin 2026
UGA

Ce colloque est coorganisé par Serge Slama et la Commission internationale d'histoire de la Révolution française (CIHRF). Il vise à confronter des points de vue de juristes et d'historiens, mais aussi d'autres champs des sciences sociales, sur l'émergence de la citoyenneté, dans une dimension politique et sociale, sous la Révolution française, mais aussi sur les traces laissées par cette conception révolutionnaire de la citoyenneté sur le droit actuel.

Journée d'étude
**« Les métamorphoses du notariat.
Réflexions à l'occasion du 30^e anniversaire
du Master notarial de Grenoble »**
12 juin 2026
UGA

À l'occasion des 30 ans du Master droit notarial de Grenoble, Gaëlle Ruffieux et Michel Farge organisent une journée d'étude en partenariat avec la Chambre interdépartementale des notaires du Dauphiné et la Faculté de droit.

Cette journée sera l'occasion de rassembler universitaires et notaires pour parler des évolutions du droit notarial et de ses perspectives. Il y aura aussi des témoignages d'anciens étudiants et la présentation d'un projet de registre des anciens du Master.

Journée d'étude
**« Enseignement du droit
et intelligence artificielle »**
25-26 juin 2026
UGA

Organisées par Géraldine Vial et Romain Rambaud, ces deux journées seront consacrées à l'enseignement du droit et l'intelligence artificielle, à la croisée des sciences juridiques, des sciences cognitives et des sciences de l'éducation.

La Faculté de droit, avec le soutien du CRJ et du MIAI Cluster, porte, depuis janvier 2025, le projet IDEX/UGA Formation TEDIA, pour *Transformation des études de droit vers l'intelligence artificielle*. Après avoir proposé des formations, une IA Week en septembre 2025, puis créé un nouveau cours expérimental d'intelligence artificielle juridique dès la licence 2, l'organisation de ces deux journées marquera l'étape finale de ce projet TEDIA.

Le mot des représentants des doctorants

Nous avons le plaisir de vous informer de la parution de l'ouvrage *Le renouveau de la personne morale*, aux éditions Mare & Martin (voir article p. 7).

Cet ouvrage collectif, auquel six doctorants du laboratoire ont eu l'opportunité de contribuer, témoigne du dynamisme de la recherche doctorale ainsi que de la qualité des travaux menés au sein du CRJ.

Au nom de l'ensemble des doctorantes et doctorants, nous souhaitons exprimer notre profonde reconnaissance à l'égard du laboratoire, dans son ensemble, pour le soutien constant qui leur est accordé, tant dans l'organisation de leurs travaux que dans leur valorisation scientifique. Par son accompagnement attentif et ses encouragements, le CRJ contribue de manière décisive à l'épanouissement des jeunes chercheurs et chercheuses.

Nous vous en souhaitons une excellente lecture.

Salomé Brion, Alexandre Margirier, Alya Hafsaoui et Pierre Basseres

Des doctorants au marathon de Paris

Défi réussi pour Sarah Schmalian et Germain Carlier qui ont couru le marathon de Paris du 12 avril dernier !

Grâce à leurs dossards solidaires, des dons ont pu être versés aux associations qu'ils soutenaient, SOS Méditerranée et AIDES.

Bravo à eux !

